

TRÈS RICHES, LA CRISE

POUR LES AUTRES :

Sud
Energie

ÇA SUFFIT !

La crise de 2008 n'en finit plus de s'étendre. Les prévisions sont pessimistes, les politiques de rigueur conduisant inéluctablement à la récession.

Cette crise, rappelons – le, n'a rien d'accidentelle. Elle est le résultat de politiques irresponsables de déréglementation de la finance, de politiques fiscales exonérant les plus riches, de creusement des inégalités sociales conduisant à des déséquilibres, de libéralisation privant les Etats de leurs moyens d'action.

Or, qu'ont fait le **Gouvernement français, l'Europe et le FMI** depuis le début de cette crise ? Malgré leurs grandes déclarations, **ils ont poursuivi dans la même voie, protégeant coûte que coûte un système qui profite aux plus riches.**

Trois ans après la crise de 2008, nos dirigeants continuent à imposer leur politique d'austérité qui empire la situation, et se refusent, malgré leurs promesses, à régler un système délirant.

Et maintenant, ils entendent interdire tout débat démocratique sur ces politiques, d'une part en les gravant dans le marbre, c'est à dire dans la Constitution (cf. « règle d'or » de 3% de déficit maximum), d'autre part en déléguant le pouvoir à des instances non élues – agences de notation, BCE (banque centrale européenne), FMI. **La BCE a par exemple dicté à la Grèce puis à l'Italie dans une « lettre secrète », un quasi programme de gouvernement, les contraignant à accentuer la libéralisation de l'économie**, à privatiser des nouveaux pans de l'économie (dont la distribution d'électricité et de gaz), à alléger les « rigidités » sur les CDI, à appliquer une politique de rigueur aberrante... Bref, à faire payer aux populations la crise dont ils ne sont pas responsables.

La dette sert d'épouvantail épouvantail et de justification à ces politiques, avec des arguments tous plus discutables les uns que les autres :

→ **La comparaison systématique de la dette au PIB, en invoquant la gestion du fameux « bon père de famille », est profondément malhonnête.** D'abord, à la différence de ce dernier, l'Etat peut fixer ses recettes en jouant notamment sur l'impôt. Ensuite, lorsque le « bon père de famille » emprunte, on compare son revenu non pas à son emprunt, mais au niveau de ses remboursements sur la durée du prêt : avec ce critère, la France a un taux d'endettement autour de 4,5%¹ Calculé par un simulateur d'emprunt classique, en se laissant 30 ans pour éteindre la dette actuelle avec le taux d'intérêt moyen courant d'emprunt public, et en faisant l'hypothèse d'un déficit public nul à partir d'aujourd'hui (réalisable avec une politique fiscale adaptée)

→ Par ailleurs, **pourquoi accepte-t-on un taux d'intérêt moyen de 3,4%** pour une dette publique a priori sans risque, alors que le taux de refinancement des banques auprès de la BCE n'est que de 1,25% ? L'Etat rémunère donc grassement ses prêteurs, aux dépens de tous.

→ Quant au **déficit public**, comme le rappelle le Manifeste des économistes atterrés, il est très **largement dû à la crise** qui sévit depuis 2008, entraînant des plans de sauvetage de la finance et une récession, sans qu'aucune mesure de réglementation ne soit prise à l'encontre de ce système financier délirant à l'origine de la crise. Ces économistes rappellent ainsi que « le déficit public moyen dans la zone euro n'était que de 0,6% du PIB en 2007, mais la crise l'a fait passer à 7% en 2010 », et que la montée de la dette publique en France (3,3% en 2008 contre 7,7% aujourd'hui) et dans de nombreux pays européens « provient largement non pas d'une tendance à la hausse des dépenses publiques mais de l'effritement des recettes publiques ». Cette baisse des recettes publiques est principalement due à des baisses d'impôts sur les plus riches, parmi lesquels on trouve beaucoup des détenteurs de la dette publique ... la boucle est bouclée !

¹ Calculé par un simulateur d'emprunt classique, en se laissant 30 ans pour éteindre la dette actuelle avec le taux d'intérêt moyen courant d'emprunt public, et en faisant l'hypothèse d'un déficit public nul à partir d'aujourd'hui (réalisable avec une politique fiscale adaptée)

En France, l'Insee vient de révéler une nouvelle aggravation des inégalités de revenus. Le chômage ne cesse d'augmenter. Les services publics – filets de sécurité en particulier pour les plus pauvres – sont attaqués. Même les plus démunis sont attaqués. Dernier coup bas particulièrement scandaleux : malgré les promesses de campagne de Sarkozy affirmant que « *plus personne ne dormirait dans la rue* », le Gouvernement vient de réduire de 30% le budget dédié à l'hébergement d'urgence, tout en continuant de restreindre l'accès aux logements. Il pousse ainsi des milliers de nouvelles personnes à la rue, donc au bannissement social et à une mort précoce (à 45 ans en moyenne), rejoignant les 100 000 personnes qui y sont déjà (700 000 personnes au total sont sans domicile personnel) .

Dans le même temps, en dépit des effets d'annonce, les cadeaux fiscaux aux plus riches n'en finissent plus et creusent la dette à coups de dizaines de milliards : niches fiscales, paquet fiscal, suppression de l'ISF , et de la taxe professionnelle... depuis 25 ans, les baisses fiscales ont conduit à un manque à gagner annuel d'au moins 100 milliards d'euros ... de quoi financer 4 millions d'emplois publics supplémentaires !

Et le Gouvernement ose nous proposer un « fichier unique des allocataires sociaux » afin de renforcer « la lutte contre les fraudes sociales », alors que dans le même temps, il réduit à peau de chagrin les moyens de lutte contre les vrais fraudeurs fiscaux. Les montants en jeu sont pourtant sans commune mesure ! Cela prouve la volonté de stigmatiser les pauvres et les systèmes sociaux.

La situation sociale et les injustices deviennent tellement insupportables qu'elles finissent même par rendre mal à l'aise les plus riches, qui demandent à Sarkozy de bien vouloir les faire contribuer financièrement ! Evidemment de manière transitoire et très limitée.

DES SOLUTIONS À LA CRISE ET À LA DETTE EXISTENT

- * Relever les impôts des plus riches – individus comme entreprises, pour financer la dette et la relance.
- * contre le chômage, lancer un plan d'embauche massif dans le public, et partager le temps de travail.
- * Investir dans les services publics.
- * Augmenter les minima sociaux et les salaires.
- * Réglementer la finance, en particulier en nationalisant le système bancaire.

LE SYSTÈME NE S'EFFONDRE PAS DE LUI-MÊME

Ces mesures ne seront jamais prises par le gouvernement et par des instances internationales au service des grands groupes privés et des plus riches, ceux-ci proposant comme seule perspective l'austérité, la dictature des marchés, le recul de la démocratie, la privatisation du monde.

Les salariés et les citoyens doivent donc se mobiliser pour reprendre leurs droits. Le système ne s'effondrera pas de lui-même, et dans une situation de délitement des structures sociales et des sentiment d'impunité des plus puissants, le risque d'assister à des dérives violentes et racistes, et de chercher des boucs émissaires, est réel et parfois honteusement exploité par certains.

Ne les laissons pas faire !



POUR NOUS REJOINDRE :

Anne Debregeas 06.83.55.10.47 anne.debregeas@edf.fr
Jérôme Schmitt 06.32.80.98.93 jerome.schmitt@sudenergie.com

Fédération des syndicats SUD Énergie. 144 boulevard de la vilette 75008 PARIS